

## Le SFIO et l'intégration nationale

Socialisme régional et identité nationale en Alsace, 1918-1939

Alison Carrol

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1299>

DOI : 10.4000/alsace.1299

ISSN : 2260-2941

### Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 483-495

ISSN : 0181-0448

### Référence électronique

Alison Carrol, « Le SFIO et l'intégration nationale », *Revue d'Alsace* [En ligne], 137 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1299> ; DOI : 10.4000/alsace.1299

---

# Le SFIO et l'intégration nationale

## Socialisme régional et identité nationale en Alsace, 1918-1939<sup>1</sup>

Le 18 mars 1931, le parti socialiste (SFIO) du Bas-Rhin organise une réunion politique pour commémorer le soixantième anniversaire de la naissance de la Commune de Paris. L'orateur est Adolf Geck, député social-démocrate d'Offenburg, qui explique les événements de 1871, quand Bismarck a annexé l'Alsace après la guerre franco-allemande. Ensuite, il expose le développement du socialisme en Alsace. Décrivant ses tournées en Alsace en compagnie du social-démocrate allemand August Bebel, et rapportant ses discussions avec le socialiste français Jean Jaurès, Geck souligne la double culture du socialisme en Alsace et ses relations suivies avec les mouvements socialistes en France et en Allemagne<sup>2</sup>. Ce discours éclaire l'identité politique particulière du socialisme alsacien dans l'entre-deux-guerres : internationaliste, bien sûr, mais désireux de préserver des particularités régionales. De plus, dans l'Alsace redevenue française, le parti participe à la reconstruction de l'identité française à partir de ses pratiques locales.

Ce travail s'interroge sur l'activité du parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ou SFIO) dans l'Alsace entre 1918 et 1939. Pendant cette période, l'Alsace et la Moselle se rattachent à la France après

---

1. Thèse de doctorat soutenue le 8 mars 2008 à l'université d'Exeter (Grande Bretagne) sous le titre *The SFIO and National Integration. Regional Socialism and National Identity in Interwar Alsace*. En 2010, le jury du Prix Etienne Baluze d'histoire locale européenne a attribué à cette thèse le deuxième prix Baluze. Alison Carrol (a.carrol@bbk.ac.uk) est maître de conférence à Birkbeck College, l'université de Londres (Grande Bretagne) et Junior Research Fellow à l'université de Cambridge.

2. Archives Départementales du Bas-Rhin (ADBR) 98 AL 673. Commissaire Spécial à M. le Préfet du Bas-Rhin, 19 mars 1931.

quarante-sept ans d'annexion dans l'Empire allemand. Le retour des « provinces perdues » a reçu un accueil favorable en Alsace et en France ; il est saisi par les photos et les cartes postales qui montrent l'accueil chaleureux que la population alsacienne fait aux troupes françaises au moment de leur entrée dans les grandes villes alsaciennes, Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Pourtant, l'Alsace de 1918 est très différente de celle de 1871. La population a vécu sous le régime allemand pendant quarante-sept ans, le clergé alsacien a pris une importance politique à cause du départ des élites, et, dans la population, une forte conscience alsacienne est apparue. D'autre part, la France aussi a changé ; l'Empire de Napoléon III a fait place à la Troisième République, un régime centralisateur et laïc. Ces différences provoquent des malentendus et des conflits après 1918, et les hommes politiques, aussi bien à Paris qu'en Alsace, n'arrivent pas à s'accorder sur la manière dont il faut réintégrer l'Alsace, surtout en ce qui concerne sa législation, son administration, et sa langue. Par conséquent la question de la réintégration domine la vie politique en Alsace entre 1918 et 1939 et tous les partis alsaciens s'opposent sur le choix de la meilleure voie possible pour réintégrer les provinces recouvrées. Au parti socialiste, la réponse est l'assimilation pure et simple dans la République française. Pendant les deux décennies qui suivent le rattachement de l'Alsace à la France, la SFIO souligne que les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin devraient être soumis à la même législation et la même administration que les autres départements français, même s'ils demandent aussi la protection de la langue allemande et des lois sociales et municipales<sup>3</sup>.

La SFIO est un parti puissant à l'échelle de la France des années 1918-1939. Elle soutient les deux gouvernements du Cartel des Gauches et elle est à la tête du Front Populaire dans les années trente. À l'échelle régionale aussi, le parti est important. Avec le parti catholique il est un des partis les plus forts au début de l'entre-deux-guerres en Alsace. Et il dirige les conseils municipaux des trois plus grandes villes de l'Alsace, Strasbourg, Colmar et Mulhouse (de 1919 à 1929 à Strasbourg, de 1925 à 1940 à Mulhouse, et entre 1935 et 1940 à Colmar). Après 1918, les chefs socialistes expliquent les problèmes que rencontre l'Alsace à la Chambre des députés et proposent des réformes pour intégrer la province dans la République « une et indivisible ». Au sein du parti socialiste, les militants alsaciens tentent de décrire la puissance du clergé alsacien et les problèmes de la réintégration que rencontre l'Alsace. Dans la région alsacienne, le parti initie une politique qui cherche à introduire surtout dans les grandes villes l'idée de la nation française dans les structures de la vie quotidienne.

---

3. Archives Municipales de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg (AMVCUS), 204MW 16, Jacques Peirottes, Rapport sur la loi municipale, Conférence des maires d'Alsace et de Lorraine, Strasbourg, 20 novembre, 1922 ; Archives Nationales de France (AN), AJ30 172, Session du Conseil Consultatif, 14 avril, 1922.

Seul parti alsacien à se rattacher à un parti de l'intérieur, les socialistes cherchent à faciliter la réintégration de l'Alsace dans la France. Pourtant, le parti ne réussit pas à convaincre la population alsacienne des avantages de sa politique, et il connaît une forte régression électorale pendant la période. Quand la France élit une majorité de Front Populaire en 1936, que le gouvernement est dirigé par le socialiste Léon Blum, l'Alsace a un seul élu du Front, le communiste Alfred Daul. Le parti socialiste a presque disparu de la carte électorale alsacienne.

Les historiens anglo-saxons prêtent une attention toute particulière à l'histoire de l'Alsace depuis 1870. Avec son histoire contestée et des changements de nationalité, l'Alsace se présente comme un terrain utile pour analyser le processus de construction des grands états territoriaux de l'ère moderne. Donc, les chercheurs essaient de comparer la politique des gouvernements allemands et français entre 1870 et 1945, en étudiant l'enseignement primaire, les universités, le régionalisme, les femmes ou la classe ouvrière<sup>4</sup>. Ces études suscitent une réflexion plus profonde sur les identités nationales et les nationalismes en Europe. Pourtant, l'approche comparative ne permet pas une discussion pointue des implications du retour de l'Alsace à la France en ce qui concerne la politique, la société et la culture, ou les relations entre la nation française et la région alsacienne. De plus, tandis qu'elle éclaire les similarités et les différences entre la politique française et la politique allemande, cette approche mène des historiens à se concentrer sur la résistance alsacienne à la politique nationale, soit française, soit allemande. Bien sûr, il y a eu des résistances aux initiatives françaises dans l'entre-deux-guerres, comme il y avait eu des résistances aux initiatives allemandes entre 1871 et 1918 et entre 1940 et 1945. Mais, on relève aussi des expressions de patriotisme national, souvent associées au patriotisme local, après le retour de l'Alsace à la France. En débattant de la réintégration de l'Alsace dans la France entre 1918 et 1939, la population alsacienne cherche aussi à conquérir la place qu'elle estime être la sienne au sein de la nation française. De la droite catholique à la gauche socialiste, les politiciens alsaciens expriment un désir d'identité qui tente d'associer le patriotisme local avec le patriotisme national. Les partis autonomistes, quant à eux, adoptent une position différente ; or ce sont ces partis qui constituent le sujet de la plupart des études anglophones portant sur les

---

4. Stephen Harp, *Learning to be Loyal. Primary Schooling as Nation Building in Alsace and Lorraine, 1850-1940* (DeKalb, 1998) ; John A. Craig, *Scholarship and Nation building. The Universities of Strasbourg and Alsatian Society, 1870-1939* (Chicago, 1984) ; Christopher J. Fischer, *Alsace to the Alsatians? Visions and Divisions of Alsatian Regionalism* (New York, 2010) ; David A. Harvey, *Constructing Class and Nationality in Alsace, 1830-1945* (DeKalb, 2001) ; Elizabeth Vlossak, *Marianne or Germania? The Nationalization of Women in Alsace, 1870-1946* (Oxford, 2010).

années 1918-1939 en Alsace<sup>5</sup>. Le travail de Laird Boswell constitue une exception en ce cas, et on attend la parution de son livre sur l'Alsace dans la vingtième siècle<sup>6</sup>.

Cette thèse cherche à nuancer cette historiographie en offrant une étude du parti socialiste en Alsace entre 1918 et 1939. Ses conclusions rappellent que l'Alsace possède une véritable tradition ouvrière et qu'elle n'est pas le pays autonomiste que l'on retient souvent. Pourtant, plus qu'un correctif simple à l'historiographie, le parti socialiste offre des aperçus nouveaux sur l'histoire de l'Alsace, de la France et de l'Europe au vingtième siècle. Depuis l'époque bismarckienne, les socialistes alsaciens appartiennent au parti socialiste allemand (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, ou SPD) ; puis ils se rallient de manière unanime à la SFIO française en 1919. Par ce passage, le parti illustre le transfert transnational des idées et des cultures de politiques, et aussi la signification des « conteneurs » nationaux dans lesquels existent des idées politiques. Deuxièmement, le parti cherche à créer une version régionale du républicanisme français qui soit une réponse aux circonstances en Alsace. La SFIO se considère comme un parti républicain, et elle embrasse la langue, la rhétorique et l'histoire de la tradition républicaine française. Mais, en même temps, elle ne voit pas de contradiction entre son républicanisme et l'usage du dialecte alsacien ou de la langue allemande. Donc le parti illustre ici l'une des différentes variétés du républicanisme populaire dans la France de l'entre-deux-guerres, et aussi il illustre les tensions entre la politique locale et la politique nationale. Troisièmement, quand la réintégration commence à être de plus en plus difficile, le parti agit comme un médiateur entre le centre et la périphérie, en appropriant et résistant dans des moyens différents la politique nationale. Par cette interaction, les socialistes éclairent les moyens dans lesquels les identités régionales et nationales s'articulent et se développent sur l'échelle régionale. Pour illustrer ces thèmes, la thèse examine le passage du SPD à la SFIO, la réintégration législative et administrative, la politique électorale, les questions de la langue et de la religion, la politique municipale et la sociabilité. En tant qu'étude politique, ce travail considère aussi les domaines culturels et sociaux.

---

5. Philip Charles Fairwell Bankwitz, *Alsatian Autonomist Leaders. 1919-1947* (Kansas, 1978); Samuel Huston Goodfellow, *Between the Swastika and the Cross of Lorraine, Fascisms in Interwar Alsace* (DeKalb, 1999).

6. Laird Boswell, 'Franco- Alsatian Conflict and the Crisis of National Sentiment during the Phoney War', *The Journal of Modern History* 71 (1999): 552-584 ; Laird Boswell 'From Liberation to Purge Trials in the "Mythic Provinces". Recasting French Identities in Alsace and Lorraine', 1918-1920, *French Historical Studies* 23 (2000): 129-162.



La SFIO alsacienne de l'entre-deux-guerres plonge ses racines dans le SPD allemand, fondé en 1875. Le parti peut étendre son influence en Alsace après 1890, quand le non-renouvellement de la loi anti-socialiste rend au SPD la possibilité de s'organiser dans l'ensemble du *Reich*. Son organisation en Alsace est facilitée par le déclin du mouvement de protestation contre l'annexion de la province, et, en 1902, par la suppression du fameux « paragraphe de la dictature », qui a permis au gouvernement d'ordonner des perquisitions, de faire arrêter des individus et d'interdire des associations et des publications. Durant l'annexion, le SPD alsacien connaît une progression électorale spectaculaire : il obtient 24,2 % des suffrages en Alsace-Lorraine en 1903, un chiffre qui monte à 31,8 % en 1912<sup>7</sup>. Le développement du socialisme en Alsace accompagne des changements dans la région au sens large ; la politisation croissante, l'industrialisation et l'introduction des lois sociales contribuent toutes à l'intégration de l'Alsace dans le *Reich* allemand. Comme section du parti allemand, le SPD alsacien crée une organisation qui affecte l'expérience de ces changements parmi les ouvriers alsaciens. En même temps, il garde une position « anti-*Reich* », qui lui permet d'attirer les milieux francophiles.

De cette façon, les années de l'annexion sont significatives dans le développement du socialisme en Alsace. Le parti alsacien établit des rapports avec les syndicats et offre un cadre politique à certains militants. Les sections alsaciennes proclament le marxisme et l'internationalisme du SPD, mais elles adoptent aussi le symbolisme et la langue de la tradition révolutionnaire française ; la presse fait appel à la « *Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit* », et les affiches présentent une femme qui ressemble à Marianne. Le parti garde aussi des liens avec les socialistes français de la SFIO et c'est surtout le cas des dirigeants alsaciens qui apparaissent au début du XX<sup>e</sup> siècle ; Georges Weill représente la social-démocratie allemande dans le quotidien socialiste français *l'Humanité*, Salomon Grumbach est le correspondant parisien de la *Freie Presse* et du *Vorwärts*, et le député colmarien Jacques Peirottes inquiète la police française quand il se propose de participer à une réunion politique en France en 1913<sup>8</sup>. Après le déclenchement de la guerre en 1914, quelques chefs alsaciens (y compris Auguste Wicky, Jean Martin et Peirottes) sont condamnés à la prison, quelques autres s'engagent dans l'armée allemande, tandis que Grumbach passe la durée du conflit en Suisse, et Georges Weill s'engage dans l'armée française avant de participer à la Conférence d'Alsace-Lorraine, institution

---

7. Jean-Claude Richez, Léon Strauss, François Igersheim & Stéphane Jonas, *Jacques Peirottes (1869-1935) et le socialisme en Alsace* (Strasbourg, 1989), 69.

8. AN, Fonds Panthéon F/7/15990.

fondée par le gouvernement français pour discuter le retour des « provinces perdues » après la fin du conflit.

Ces dirigeants alsaciens peuvent guider le parti pendant la guerre, puis pendant la Révolution et l'armistice de novembre 1918. En février 1919, les sociaux-démocrates alsaciens proclament leur rattachement à la SFIO, et c'est l'adoption de la symbolique et de la langue de la tradition révolutionnaire française pendant les années d'annexion qui permet le passage du SPD à la SFIO. Pourtant, après l'adhésion, les sections alsaciennes éprouvent un sentiment de déception face au parti socialiste français, qui est moins puissant au niveau des finances et de l'encadrement militant que son équivalent allemand, et qui s'est aussi, depuis la Charte d'Amiens, séparé des syndicats<sup>9</sup>. Certains responsables des sections alsaciennes font montre de leur déception à l'égard de la France, où les lois sociales ne sont pas aussi avancées qu'en Allemagne, où le retour de l'Alsace coïncide avec l'élection de la « Chambre bleu horizon » et l'arrivée au pouvoir du gouvernement du Bloc National<sup>10</sup>. Ces déceptions nourrissent les discussions qui précèdent le Congrès de Tours, où le parti socialiste débat des 21 conditions léninistes d'adhésion à l'Internationale Communiste. À l'échelle nationale, la majorité de la SFIO vote pour l'adhésion à la Troisième Internationale. Dans les nouvelles fédérations alsaciennes également, la majorité se rallie à la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste, devenue plus tard le Parti Communiste Français, PCF). Les fédérations socialistes alsaciennes perdent des adhérents et des dirigeants, surtout dans le Bas-Rhin où la fédération bas-rhinoise perd Charles Hueber ; mais elles gardent le contrôle de la presse, les quotidiens *La Presse Libre* et *Le Républicain*, et elles conservent aussi des dirigeants de poids comme Jacques Peirotes et Georges Weill dans le Bas-Rhin, et Salomon Grumbach et Auguste Wicky dans le Haut-Rhin.

Après le Congrès de Tours, cette SFIO réduite fait face à la nouvelle situation politique, sociale et économique dans la France de l'après-guerre. En Alsace, les fédérations se concentrent sur les problèmes économiques et sociaux provoqués par la guerre et l'annexion. Au même temps, elles débattent de la position de l'Alsace dans la nation française. Le rattachement des provinces perdues à la France soulève le problème des méthodes de réintégration de l'Alsace et de la Moselle sur le plan de la législation, des institutions administratives et de la langue. Un problème particulier est posé par le Concordat napoléonien, qui reste appliqué en Alsace, alors qu'il avait été abrogé en France par la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Dès 1919, la SFIO en Alsace prend parti pour

---

9. SFIO, 17<sup>e</sup> Congrès National tenu à Strasbourg, les 25, 26, 27, 28 et 29 Février 1920. *Compte Rendu Sténographique* (Paris, 1920), 102, 224-5.

10. ADBR 286D 336 *Die Freie Presse*, October 5, 1920.

l'application de la législation républicaine et l'introduction des institutions françaises. En particulier, elle milite pour la séparation de l'Église et de l'État, mais sous le gouvernement du Bloc National, le parti est frustré dans ses espoirs. La situation change en 1924 après l'élection du Cartel des Gauches ; le nouveau président du conseil Edouard Herriot annonce son intention d'introduire des lois laïques en Alsace et en Moselle. Le député SFIO strasbourgeois Georges Weill joue un rôle important dans l'élaboration de la déclaration et offre ses conseils à Herriot en ce qui concerne la situation alsacienne. Mais Weill se méprend sur l'opinion de la région. Suite à la déclaration d'Herriot, le clergé alsacien organise la résistance, ainsi qu'une pétition et des manifestations, et les parlementaires catholiques et démocrates protestent à la Chambre des députés. Après la chute d'Herriot ses successeurs abandonnent les projets de réforme. Les socialistes alsaciens admettant que l'abrogation du Concordat ne serait pas forcément populaire, et, en 1927 Jacques Peirottes propose l'introduction de l'enseignement laïc en admettant qu'il y aurait de la résistance. Mais, d'après Peirottes, une telle résistance ne devrait pas décourager le gouvernement ; au contraire il faut persévérer et introduire les lois laïques pour que la population alsacienne puisse prendre sa place dans la nation française<sup>11</sup>. En préconisant des telles réformes, le parti socialiste cherche à intégrer l'Alsace dans la République « une et indivisible ». Mais ces réformes auraient un avantage additionnel, en permettant une limitation de l'influence du clergé alsacien, et, par conséquent, du parti catholique (Union Populaire Républicaine, ou UPR). De cette façon, la position socialiste reflète la situation politique en Alsace et elle démontre que les socialistes peuvent méjuger des opinions populaires en Alsace, et, en conséquence, contribuent aux malentendus entre la population alsacienne et le gouvernement français qui caractérise l'entre-deux-guerres.

En face de la position socialiste sur la réintégration, les partis concurrents de la SFIO présentent les socialistes comme des assimilateurs stricts. Pourtant, il y avait des nuances remarquables dans la politique socialiste en Alsace. Par exemple, la SFIO en Alsace proposait le bilinguisme. Cette position était en conformité avec les programmes socialistes d'avant-guerre et la résultat des circonstances historiques. Pendant la période de construction de la Troisième République française après 1871, l'Alsace était un territoire allemand. Donc, elle n'a pas été sujette à la politique destinée à promouvoir la langue française, et en même temps une forte conscience régionale se développait. Par conséquent, après 1918, la SFIO prend parti pour le bilinguisme dans les écoles, l'administration et les services judiciaires<sup>12</sup>. Les socialistes affirment que le bilinguisme

---

11. AN, F/7/13385, L'Œuvre, 7 juin 1927.

12. ADBR 286D 46, Débat, 16 décembre 1925.

représente un moyen de réaliser l'égalité culturelle pour la classe ouvrière, au sein de laquelle la connaissance de la langue française est plus rare que dans la bourgeoisie. En plus, l'introduction du bilinguisme aplanirait les difficultés de la réintégration de l'Alsace dans la France, car, par exemple, la traduction des lois françaises en allemand permettrait leur compréhension par la population<sup>13</sup>. D'ailleurs, le bilinguisme permettrait à l'Alsace de servir de pont entre les deux grandes nations que sont la France et l'Allemagne.

Par ailleurs, le parti socialiste demande le maintien des lois sociales et municipales en Alsace. Cette position reflète la conception du parti, d'après laquelle ces lois sont plus avancées que des lois équivalentes françaises. La loi municipale donne plus d'indépendance aux communes que la loi municipale française, surtout en matière financière<sup>14</sup>. Comme argument en faveur de ces lois, la SFIO soutient qu'elles sont alsaciennes plutôt qu'allemandes. D'après le dirigeant bas-rhinois et maire de Strasbourg Jacques Peirottes, la loi municipale tire ses origines de la Révolution de 1789, qui établissait la décentralisation en faveur des communes. D'après Peirottes, Napoléon a supprimé cette loi ; mais elle a été réintroduite en Alsace à l'initiative de la population locale et elle est complètement différente des lois appliquées ailleurs en Allemagne<sup>15</sup>. Sur cette question, les socialistes sont d'accord avec des maires des villes partout en France, et aussi avec d'autres partis en Alsace. Pour les socialistes, l'Alsace représente un modèle pour une réforme communale qui décentraliserait l'administration des villes. Il s'ensuit que les différences administratives entre les communes alsaciennes et les communes françaises deviendraient temporaires, et la demande de décentralisation communale devient compatible avec la position socialiste sur la place de l'Alsace comme modèle dans la République « une et indivisible ». Dans ce traitement de l'Alsace comme modèle, le parti socialiste n'est pas seul. Dans l'entre-deux-guerres des députés catholiques proposent la décentralisation administrative en Alsace comme précurseur à la réforme nationale, et le général de Castelnau présente l'Alsace comme une tête de pont pour réintroduire le Concordat<sup>16</sup>.

Pourtant, les socialistes ont du mal à faire partager leur position par l'électorat alsacien. En compétition pour les voix ouvrières avec le parti communiste qui adopte une position de plus en plus autonomiste, et dans un système politique dominé par des partis régionalistes, tels que le parti

---

13. ADBR 286D 46, Programme de la SFIO, 11 mai 1924.

14. AMVCUS 204MW 16, Jacques Peirottes to Mayors of Alsace and Lorraine, Strasbourg, 20 novembre 1922.

15. AMVCUS, 125Z 32, Discours de Jacques Peirottes, nd ; AMVCUS 125Z 38 (sd) Exposé : 'La Loi Municipale d'Alsace-Lorraine du 6 juin 1895'.

16. AMVCUS, 125Z 20, Proposition de résolution, 6 August 1926.

catholique, la SFIO se trouve dans une situation difficile et sans grande marge de manœuvre. Tandis que la vie politique alsacienne se fixe de plus en plus sur la région et sur l'impossible réintégration dans l'ensemble français, la SFIO a du mal à convaincre la population alsacienne qu'elle veut elle aussi la protection des particularités régionales, tels que le bilinguisme, les lois sociales et l'administration municipale indépendante. Par conséquent, le parti connaît une forte régression électorale : de 36,5 % des suffrages exprimés dans le Bas-Rhin et 36,9 % dans le Haut-Rhin en 1919, la SFIO passe à 11 % dans le Bas-Rhin et 20,6 % dans le Haut-Rhin en 1936 et perd son dernier siège, celui de Georges Weill à Strasbourg<sup>17</sup>. Quand le Front Populaire arrive à la tête du gouvernement de la France, il n'y a plus d' élu socialiste en Alsace.

Le parti connaît plus de succès à l'échelon municipal. Il est à la tête du conseil municipal de Strasbourg entre 1919 et 1929, de Mulhouse à partir de 1925 et de Colmar après 1935. Dans ces villes, les conseils municipaux socialistes cherchent à réaliser les objectifs du parti, c'est-à-dire améliorer la situation économique et sociale des classes populaires, et à faciliter la réintégration de l'Alsace dans la France. À l'initiative des municipalités socialistes, des logements bon marché sont construits dans les cités ouvrières Jules Siegfried, Louis Loucheur et Georges Risler à Strasbourg et les cités Wolf, Brustlein et Haut-Poirier à Mulhouse. Ces cités ouvrières regroupent des services sociaux à côté d'espaces verts et de magasins. La cité Jules Siegfried, par exemple, possède une consultation pour nourrissons et des magasins. À côté des projets de construction, dans les écoles primaires, les municipalités socialistes cherchent à marquer les esprits ; à Mulhouse en 1927 le conseil municipal propose des graphiques « Gauthier » pour illustrer l'histoire de France. Ces images montrent le déclin des axes de la monarchie et du clergé, tandis que les axes des classes populaires montent jusqu'au 1789 quand ils se réunissent dans le tricolore avec la devise « liberté, égalité, fraternité »<sup>18</sup>. Pourtant, la plupart des écoles mulhousiennes n'affichent pas ces images. En 1933, le conseil se plaint ; pour lui, le catéchisme représente « un empoisonnement de la jeunesse et de l'opinion publique ».

Au même temps, les municipalités socialistes tentent d'établir dans les villes des liens évidentes entre l'Alsace et la nation française. Un moyen important de marquer l'environnement urbain est de construire des monuments qui démontrent à la fois le patriotisme français de la population alsacienne et les liens profonds et durables entre l'Alsace et

---

17. *XXXIVe Congrès National de la SFIO, 15, 16, 17 et 28 Mai 1937, Marseille, Rapports* (Paris, 1937), p. 54.

18. ADBR 98AL 329, Recteur de l'Académie à l'Inspecteur d'Académie, Mulhouse, 6 avril 1927.

la France. À Strasbourg, le jour de l'inauguration du monument de la Marseillaise, le maire socialiste Jacques Peirottes déclare :

« Dès le lendemain de notre libération, la Municipalité a compris en effet qu'il convenait de perpétuer à Strasbourg le souvenir de cet heureux événement par un monument qui exprimerait à la fois notre joie d'être rentrés dans le giron de la Mère-Patrie, notre reconnaissance pour les sacrifices qu'a coûté notre affranchissement, et notre attachement resté toujours vivace aux institutions républicaines. Et nous avons pensé que ces sentiments ne pouvaient mieux se traduire que par une glorification concrète de la Marseillaise<sup>19</sup>. »

Mais plus encore qu'une démonstration de patriotisme, la Marseillaise, composée à Strasbourg, représente un symbole républicain qui associe l'histoire de l'Alsace et l'histoire de la France.

De la même façon, à Mulhouse, le conseil renomme des rues pour glorifier des dates et des figures de l'histoire française. En 1937, la municipalité a suggéré de renommer la rue du Barrage. Le nom proposé est « rue du Capitaine Dreyfus », en signe de reconnaissance au capitaine juif, né à Mulhouse et faussement accusé d'espionnage en 1895. Pourtant, l'architecte de la ville suggère que le nouveau nom devrait être rue du Colonel Dreyfus, étant donné que quand Dreyfus est mort, il était colonel et non capitaine. Le conseiller SFIO Falck lui réplique « L'homme ne nous intéresse pas comme colonel. Nous voulons l'honorer pour le temps où il était capitaine<sup>20</sup> ». C'était quand Dreyfus était capitaine qu'il avait été faussement accusé ; donc, en évoquant le grade qui était celui de Dreyfus au moment où il était accusé à tort, le conseil de Mulhouse tentait de marquer le paysage urbain du souvenir de cette bataille pour la République. Ces initiatives, comme plusieurs autres efforts dans les grandes villes, représentent une tentative d'introduire l'histoire et le symbolisme de la République française dans les villes alsaciennes et d'associer l'Alsace à cette histoire. Et c'est dans les grandes villes alsaciennes que les socialistes obtiennent le plus de succès, tant au niveau des suffrages obtenus que dans la marque durable sur la façade des villes alsaciennes. De cette façon, les conseils municipaux socialistes participent à la création et au développement des identités en Alsace. À Strasbourg, Colmar et Mulhouse, les socialistes font entrer la symbolique de la nation française dans les structures de la vie quotidienne de la province. Donc les identités qui se créent en Alsace opèrent un mélange entre l'histoire locale et l'histoire nationale, et par la politique municipale, les socialistes ont porté leur marque au paysage alsacien.

---

19. AMVCUS Fonds Jacques Peirottes 125Z 33. Discours prononcé lors de l'inauguration de la statue représentant La Marseillaise, Place Broglie, 14 juillet 1922.

20. AMM, D1 a1 1937m 4<sup>th</sup> séance, 29 avril, 2937, 155.

Dans le tissu associatif alsacien, le parti maintient la « subculture » qui est l'héritage de la période allemande. Comme le SPD, la SFIO garde ses relations proches avec les syndicats alsaciens et avec des associations ouvrières sportives, musicales et gymnastiques. Cette « subculture » contribue à l'originalité du socialisme alsacien dans le mouvement ouvrier français. Au même temps, les chefs socialistes cherchent à intégrer cette vie associative à la tradition française ; les associations adoptent des noms qui rappellent la trilogie révolutionnaire, tels que « Égalité » et « Liberté », les festivités rendent hommage au passé républicain et aux figures révolutionnaires.

De cette façon, le parti socialiste en Alsace tente de contribuer à la reconstruction de l'identité française à partir des pratiques locales. La période d'annexion allemande est importante pour l'Alsace et pour son parti socialiste ; celui-ci mène à la construction des fortes particularités régionales au niveau de la politique, de la culture, de la société et de l'économie. Après le retour à la France, le parti veut voir l'Alsace faire partie de la République une et indivisible. Par conséquent, il demande l'introduction des lois laïques et la suppression des institutions particulières, telles que le Commissariat général. En proposant l'Alsace comme modèle pour la France, surtout en ce qui concerne la décentralisation communale, il cherche à garder des avantages régionaux sans perdre de vue l'universalisme républicain. Il tente aussi de construire des associations entre la France et l'Alsace pour garder les particularités régionales et les faire contribuer à la francisation de la province ; le bilinguisme permettrait la réintégration dans la France, la politique municipale marquerait les villes alsaciennes avec l'histoire de la République française, et la sociabilité créerait des liens entre le mouvement ouvrier alsacien et son équivalent français. De cette façon, il agit comme médiateur entre le centre et la périphérie, et cherche à mêler la législation, la culture et l'histoire de l'Alsace à celles de la France. Mais en même temps il peut contribuer aux problèmes de la réintégration ; c'est le cas avec son rôle dans la politique du Cartel des Gauches en 1924 en ce qui concerne le Concordat. Surtout, à la périphérie de la France, le parti socialiste alsacien s'approprie, adapte la politique du gouvernement, et ce faisant, il marque la réintégration de la province perdue dans la mère-patrie.

## II

Cette thèse sur la SFIO en Alsace cherche à faire connaître le rôle de ce parti ouvrier aux lecteurs anglophones. L'étude de la SFIO souligne la variété des opinions politiques populaires dans l'Alsace. Elle montre que la pratique politique n'est pas affectée par la seule philosophie politique, mais aussi par les grands problèmes de l'évolution historique. En Alsace, pour tous les partis politiques, l'adaptation à l'Etat et à sa législation a constitué la priorité. Pour le parti socialiste, la réintégration dans l'ensemble politique et institutionnel français constitue un choix fondamental.

Le parti socialiste en Alsace adopte le républicanisme de la Troisième République, mais c'est un républicanisme régionaliste, qui accepte quelques particularités de la culture alsacienne, y compris la langue allemande, et qui conserve des particularismes du mouvement ouvrier alsacien, telles que la collaboration avec les syndicats. Ainsi, nous sommes amenés à réexaminer les traits du républicanisme français. Souvent, les historiens présument que le républicanisme s'est développé d'une façon linéaire de la Révolution de 1789 au vingtième siècle ; or le républicanisme de la SFIO en Alsace révèle les moyens dans lesquels le républicanisme est contesté au début du vingtième siècle. Après être retournés à la France, les socialistes alsaciens cherchent à construire l'idéologie républicaine et à présenter ses valeurs à la population alsacienne qui n'avait pas participé à la création et la consolidation de la Troisième République après 1870. De cette manière, l'exemple du parti socialiste en Alsace rappelle que des valeurs nationales cheminent à travers des interprétations et des cultures populaires.

Le travail nous informe aussi sur les relations entre le centre et la périphérie de la nation française. L'engagement du parti socialiste sur le problème de l'intégration nationale suggère qu'il y avait des sentiments nationaux concurrents en Alsace. Ces sentiments jouent un rôle important dans la redéfinition de la nation française à la périphérie ; et cette redéfinition a des implications pour le sens de l'identité française telle qu'elle est exprimée à Paris. Avec le soutien de la SFIO, ou encore malgré son opposition, la population alsacienne réalise des compromis importants avec le gouvernement à Paris, surtout en ce qui concerne la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ces compromis démontrent que les populations aux marges des Etats peuvent agir sur la politique au centre, et en définitive, que la Troisième République n'est pas si centralisatrice qu'on le pense.

De plus, notre thèse offre un exemple du processus d'intégration nationale et de la formation des identités dans la France contemporaine. Les études sur la construction de la nation française se focalisent souvent

sur les périodes du dix-neuvième siècle ou de la Belle Époque<sup>21</sup>. L'expérience de l'Alsace de 1918 à 1939 suggère qu'il faut élargir la chronologie pour inclure l'entre-deux-guerres, et même la période de l'après-guerre pour rendre compte de la diversité des expériences régionales. Le cas de l'Alsace révèle également que l'intégration nationale n'est pas le produit de l'État seul. Il y a une échelle intermédiaire, où les élites, tels les militants du parti socialiste, négocient entre les volontés du centre et celles de la périphérie. En conséquence les identités elles non plus ne sont pas le fruit de la construction de l'État, ou une donnée stable et univoque. Au contraire, l'identité est un concept mouvant qui se forge dans le conflit qui se déroule au niveau populaire.

Au carrefour de l'Europe, au moment de grands bouleversements politiques, sociaux, et économiques, l'histoire de la SFIO en Alsace éclaire les nuances de la politique régionale, les relations entre les régions frontalières et la nation au monde contemporaine, et le processus de construction des grands États territoriaux de l'ère moderne. L'expérience alsacienne souligne qu'il est nécessaire que les gouvernements centraux s'adaptent au terrain changeant de la politique populaire, en offrant un exemple instructif des situations dans lesquelles la participation populaire peut changer le paysage politique.

---

21. Sur la Troisième République: Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France* (Stanford, 1976) ; Charles Tilly, 'How Protest Modernized France, 1845-1955,' in *The Dimensions of Quantitative Research in History* by (eds) William O. Adelotte et al., (Princeton, 1972) ; Ted Margadant, *French Peasants in Revolt: The Insurrection of 1851* (Princeton, 1979) ; Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries, 1879-1940* (Paris, 1990) ; Caroline Ford, *Creating the Nation in Provincial France. Religion and Political Identity in Brittany* (Princeton, 1993); Rebecca McCoy, 'Alsations into Frenchmen: The Construction of National Identities at Sainte Marie-aux-Mines, 1815-1851,' *French History* 12 (1998): 429-451. **Pour une période plus longue, voir Timothy Baycroft, *Culture, Identity and Nationalism. French Flanders in the Nineteenth and Twentieth Centuries* (Woodbridge, 2004).**